

**Statut de Jérusalem - Réponse de
M. Jean-Baptiste Lemoyne,
secrétaire d'État auprès du ministre
de l'Europe et des affaires
étrangères, à une question
d'actualité au Sénat**
(Paris, 19 décembre 2017)

(Question sur le statut de Jérusalem)

Merci Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Députés,

Monsieur le Député,

Je vous prie tout d'abord de bien vouloir excuser Jean-Yves Le Drian qui est avec le président de la République et le roi Abdallah de Jordanie et ce sujet est évidemment au coeur de leurs entretiens. Voilà ce qui fait la marque de fabrique de la diplomatie française, c'est qu'elle parle et maintient les discussions avec l'ensemble des acteurs de la région.

Elle continue de parler avec l'Autorité palestinienne, avec l'État d'Israël, le Premier ministre Netanyahu était récemment en France. La France est constante dans son souhait de voir advenir deux États qui pourront coexister en paix et en sécurité l'un l'autre. Le socle sur lequel cette doctrine est bâtie, très largement partagé au niveau international, implique également avec Jérusalem pour capitale des deux États.

La décision du président américain est une décision dénoncée comme regrettable. Le président de la République a pu le dire depuis Alger et Doha où il l'a réaffirmé.

L'Union européenne et le Conseil européen ont réaffirmé notre attachement à la mise en place de ces deux États, avec Jérusalem pour capitale des deux États. Sans accord sur Jérusalem, il n'y aura pas d'accord de paix, il faut être clair.

Dans ces conditions, la France reste active et engagée. Hier, Jean-Yves Le Drian était aux États-Unis, le président de la République consulte aujourd'hui et nous avons bon espoir que la raison triomphe. Il en va aussi de l'avenir de populations qui, depuis des décennies vivent dans la crainte, dans la peur, dans la terreur et nous ne pouvons nous y résoudre.

2018, c'est également l'occasion de continuer ce travail avec ardeur et avec notre soutien./.